

*Questions orales*

Va-t-il falloir en vertu de cette entente que le Canada cesse immédiatement de verser des subventions, comme celles découlant du programme spécial sur les grains, ou va-t-il pouvoir en réduire le montant au cours de la longue période qui mènera à leur disparition?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, l'accord conclu la semaine dernière à Paris aux entretiens de l'OCDE est une bonne nouvelle car c'est la première fois que les pays intéressés ont été unanimes pour accorder à l'agriculture la priorité absolue. Le libellé du communiqué, dont le député a pris connaissance, j'en suis sûr, est certainement encourageant.

Nous n'avons pas l'intention de faire quoique ce soit qui nuise à nos agriculteurs si ce n'est d'agir, si nous le jugeons bon, de concert avec les autres pays pour qu'ensemble nous puissions prendre des mesures pour résoudre cette question internationale très grave.

## LA POLITIQUE CANADIENNE

**M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre):** Monsieur le Président, le ministre pourrait-il informer la Chambre des engagements concrets qu'ont pris, le cas échéant, les Américains ou les Européens pour les proposer à la table des négociations de l'OCDE?

**L'hon. Charles Mayer (ministre d'État (Commission canadienne du blé)):** Monsieur le Président, la question porte davantage sur les progrès que nous pouvons réaliser dans le cadre des discussions générales du GATT qui se déroulent actuellement. Il y a de bonnes chances, à mon avis, que des propositions soient déposées pendant l'été et qu'on entame des discussions à leur sujet au début de l'année prochaine.

Le député se souvient sans doute que la dernière fois qu'ont eu lieu les entretiens du GATT au Tokyo Round, il a fallu attendre quatre ans pour que ce genre de discussions commence. Nous avons un calendrier beaucoup plus restreint et les propositions qui seront faites à la table des négociations seront certainement discutées au GATT et non pas à ce genre de tribune.

\* \* \*

## LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

## LA PRESTATION DE SERVICE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard—Anjou):** Monsieur le Président, je vais essayer de fondre mes deux questions en une seule maintenant que le ministre est à la Chambre. Les Canadiens sont mécontents que le gouvernement ait réduit les services postaux. Les employés de Postes Canada sont mécontents aussi de la politique de suppression de services du gouvernement. Pourquoi fait-il son possible pour fermer Postes Canada avec cette déclaration irresponsable?

● (1450)

**L'hon. Harvie Andre (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le Président, en réalité, le service augmentera durant les prochaines . . .

**Des voix:** Où?

**M. Andre:** Durant les quatre prochaines années, il y aura 6 000 nouveaux . . .

**Des voix:** Où?

**M. Andre:** Le député ne semble pas prêt à écouter ma réponse.

**M. le Président:** Je demande aux députés de ne pas oublier qu'il reste encore beaucoup de questions à poser dans la période des questions. Les questions n'avancent pas depuis deux jours parce qu'on s'interpelle de part et d'autre de la Chambre. Le ministre a la parole.

**M. Andre:** Comme je le disais, monsieur le Président, Postes Canada a l'intention d'ouvrir 6 000 nouveaux points de service postal d'ici quatre ans pour améliorer le service. En réorganisant la gestion, en améliorant l'efficacité et la productivité et en investissant dans l'équipement, la société s'efforce d'assurer à tous les Canadiens un service fiable dans lequel ils peuvent avoir confiance.

On a engagé un bureau de vérificateurs indépendant, de l'extérieur du gouvernement, qui fera rapport au Parlement tous les trois mois pour qu'une source d'information indépendante puisse nous dire si les efforts déployés par la Société des postes pour améliorer son service portent fruit.

\* \* \*

## LES MINORITÉS VISIBLES

## L'INTERNEMENT DES CANADIENS D'ORIGINE JAPONAISE AU COURS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE—L'OFFRE D'INDEMNISATION DU GOUVERNEMENT

**M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable du Multiculturalisme. Sait-il que, en fin de semaine, le conseil de la National Association of Japanese Canadians a refusé son offre de 12 millions de dollars pour un fonds communautaire? A-t-il l'intention de se présenter à la réunion du 1<sup>er</sup> juin avec l'Association et de négocier sérieusement afin de trouver une solution équitable, tout en tenant compte de la réponse de l'Association à sa première offre?

**L'hon. David Crombie (secrétaire d'État du Canada):** De toute évidence, monsieur le Président, c'est l'attitude que j'ai adoptée dès le début et je n'ai pas l'intention de la modifier.

## LES RESSOURCES FOURNIES PAR LE GOUVERNEMENT

**M. Ernie Epp (Thunder Bay—Nipigon):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Le premier ministre, dont le gouvernement a déjà réussi à trouver jusqu'à un milliard de dollars pour faire face à d'importants besoins nationaux, va-t-il s'assurer que son collègue responsable du Multiculturalisme se présentera à la réunion du 1<sup>er</sup> juin avec des ressources suffisantes pour entreprendre de sérieuses négociations et respecter la promesse qu'il a faite aux Canadiens d'origine japonaise et aux autres Canadiens?